Deuxième Année. — N° 2. 20 MARS 1880.

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 —
Six mois . . . . . » 2 —
Trois mois . . . . . » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 30
Six mois . . . . . » 2 65
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté :* rue du Nord, 15, GENÈVE

Nous prions nos abonnés qui ont reçu des cartes de remboursement portant: «abonnement du 1 septembre 1879 au 1 mars 1880,» au lieu de: «1 mars au 1 septembre 1880,» de bien vouloir excuser cette erreur, et nous invitons ceux qui, pour cette raison ou une autre, ont refusé le remboursement, à nous faire parvenir en timbres-poste le montant de leurs abonnements.

Nous avisons ceux de nos abonnés auxquels il n'a pas été présenté de cartes de remboursement, qu'ils les recevront dans la huitaine.

Les abonnés de l'extérieur sont priés de vouloir bien nous faire parvenir le montant de leurs abonnements.

SOUSCRIPTION PERMANENTE
pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu: *Montevideo, 22 fr. 05 ct. — Paris: F., 1 fr. 50 ct. — Total, 23 fr. 55 ct. — Avec les dix-sept premières listes (1164 fr. 75 ct.), 1188 fr. 30 ct.*

La Commune de Paris.

—

Le 18 Mars 1871, le peuple de Paris se soulevait contre un pouvoir généralement détesté et méprisé, et proclamait la ville de Paris indépendante, libre, s'appartenant à elle même.

Ce renversement du pouvoir central se fit même sans la mise en scène ordinaire d'une révolution: ce jour, il n'y eut ni coups de fusil, ni flots de sang versé derrière les barricades. Le gouvernement établi s'éclipsa lui-même devant le peuple armé, descendu dans la rue: la troupe évacua la ville, les fonctionnaires s'empressèrent de filer sur Versailles, emportant avec eux tout ce qu'ils pouvaient emporter. Le gouvernement s'évapora, comme une mare d'eau putride au souffle d'un vent de printemps, et le 19, Paris, ayant à peine versé une goutte du sang de ses enfants, se trouva libre de la souillure qui empestait la grande cité.

Et cependant la révolution qui venait de s'accomplir ainsi, ouvrait une ère nouvelle dans la série des révolutions, par lesquelles les peuples marchent de l'esclavage à la liberté. Sous le nom de COMMUNE DE PARIS, naquit une *idée* nouvelle, appelée à devenir le point de départ des révolutions futures.

Comme c'est toujours le cas pour les grandes idées, elle ne fut pas le produit des conceptions d'un philosophe, d'un individu: elle naquit dans l'esprit collectif, elle sortit du cœur du peuple entier; mais elle fut vague d'abord, et beaucoup parmi ceux-même qui la mettaient en réalisation et qui donnèrent leur vie pour elle, ne l'imaginèrent pas au début telle que nous la concevons aujourd'hui, ou ne se rendirent pas compte de l'immensité de la révolution qu'ils inauguraient, de la prodigeuse fécondité du nouveau principe qu'ils cherchaient à mettre en exécution. Ce fut seulement lors de l'application pratique que l'on commença à en entrevoir la portée future; ce fut seulement dans le travail de la pensée qui s'opéra depuis, que le nouveau principe se précisa de plus en plus, se détermina et apparut avec toute la lucidité, toute la beauté d'un principe juste et fécond.

—

Dès que le socialisme eût pris un nouvel essor de développement, dans le courant des cinq-six années qui précédèrent la Commune, une question surtout préoccupa les élaborateurs de la prochaine révolution sociale. C'était la question de savoir quel serait le mode de groupement politique des sociétés, le plus propice à cette grande révolution économique, que le développement actuel de l'industrie impose à notre génération et qui doit être l'abolition de la propriété individuelle et la mise en commun de tout le capital, accumulé par les générations précédentes.

L'Association Internationale des Travailleurs donna cette réponse. Le groupement — disait-elle — ne doit pas se borner à une seule nation: il doit s'étendre par-dessus les frontières artificielles, et bientôt cette grande idée pénétra les cœurs de tous les peuples, s'empara des esprits. Pourchassée depuis par la ligue de toutes les réactions, cette idée a vécu néanmoins, et dès que les obstacles mis à son développement seront détruits à la voix des peuples insurgés, elle renaîtra, plus forte que jamais.

Mais, restait-il à savoir, quelles seront les parties intégrantes de cette vaste Association?

Alors, deux grands courants d'idées se trouvèrent en présence pour répondre à cette question: l'*Etat populaire* d'une part; de l'autre, l'*Anarchie*.

D'après les socialistes allemands, ce serait à l'Etat de prendre possession de toutes les richesses accumulées et de les donner aux associations ouvrières, d'organiser la production et l'échange, de veiller à toutes les manifestations, variées jusqu'à l'infini, de la vie humaine.

A quoi la plupart des socialistes de race latine, forts de leur expérience, répondaient qu'un pareil Etat, — en admettant même que par impossible il pût exister, — eût été la pire des tyrannies, et ils opposaient à cet idéal, copié sur le passé, un idéal nouveau, l'*an-archie*, c'est-à-dire l'abolition complète des Etats et l'organisation du simple au composé, par la fédération libre, des forces populaires, des producteurs et consommateurs.

Il fut bientôt admis, même par des «Etatistes», par ceux-là surtout qui étaient le moins imbus de préjugés gouvernementaux, que certes l'Anarchie représente une organisation de beaucoup supérieure à celle qui est visée par «l'Etat populaire»; mais—observait-on — l'idéal anarchiste est tellement éloigné de nous, que nous n'avons pas à nous en préoccuper pour le moment. D'autre part, il manquait à la théorie anarchiste une formule concrète et simple à la fois, pour préciser son point de départ, pour donner un corps à ses conceptions. La fédération des corporations de métier et de groupes de consommateurs par-dessus les frontières et en dehors des Etats actuels, semblait encore trop vague; et il était facile d'entrevoir en même temps qu'elle ne pouvait pas comprendre toute la diversité des manifestations humaines. Il fallait trouver une formule plus nette, plus saisissable, ayant ses éléments premiers dans la réalité des choses.

S'il ne s'agissait simplement que d'élaborer une théorie, peu importent les théories! dirions-nous. Mais tant qu'une idée nouvelle n'a pas trouvé son énoncé net, précis et découlant des choses existantes, l'idée ne s'empare pas des esprits, ne les inspire pas au point de les lancer dans une lutte décisive. Le peuple ne se jette pas dans l'inconnu, sans s'appuyer sur une idée certaine et nettement formulée qui lui serve de tramplin, pour ainsi dire, à son point de départ.

Ce point de départ, c'est la vie elle-même qui se chargea de l'indiquer.

—

Cinq mois durant, Paris, isolé par le siége, avait vécu de sa vie propre, et il avait appris à connaître les immenses ressources économiques, intellectuelles et morales dont il dispose; il avait entrevu et compris sa force d'initiative. En même temps, il avait vu que la bande de bavards qui s'était emparée du pouvoir ne savait rien organiser: ni la défense de la France, ni le développement à l'intérieur. Il avait vu ce gouvernement central se mettre en travers de tout ce que l'intelligence d'une grande cité pouvait faire éclore. Il avait compris plus que cela: l'impuissance d'un gouvernement, quel qu'il fût, de parer aux grands désastres, de faciliter l'évolution prête à s'accomplir. Il avait subi pendant le siége une misère affreuse, la misère des travailleurs et des défenseurs de la ville, à côté du luxe insolent des fainéants, et il avait vu échouer, grâce au pouvoir central, toutes ses tentatives de mettre fin à ce régime scandaleux. Chaque fois que le peuple voulait prendre un libre essor, le gouvernement venait alourdir les chaînes, attacher son boulet, et l'idée naquit tout naturellement, que Paris devait se constituer en Commune, absolument indépendante, pouvant réaliser dans ses murs ce que lui dicterait la pensée du peuple: l'indépendance et puis, la révolution économique.

Ce mot: LA COMMUNE, s'échappa alors de toutes les bouches.

—

La Commune de 1871 ne pouvait être qu'une première ébauche. Née à l'issue d'une guerre, cernée par deux armées prêtes à se donner la main pour écraser le peuple, elle n'osa se lancer franchement dans la voie de la révolution économique; elle ne se déclara pas franchement socialiste, ne procéda pas à l'expropriation des capitaux, ni à l'organisation du travail; elle ne put pas le faire pour maintes raisons; elle ne rompit pas non plus complètement avec la tradition de l'Etat, du gouvernement représentatif, et elle ne chercha pas à effectuer dans la Commune cette organisation du simple au complexe qu'elle inaugurait en proclamant l'indépendance et la libre fédération des Communes. Mais il est certain que si la Commune de Paris eût vécu quelques mois encore, elle eût été poussée inévitablement, par la force des

choses, vers ces deux révolutions. N'oublions pas que la bourgeoisie a mis quatre ans de période révolutionnaire pour arriver de la monarchie tempérée à la république bourgeoise, et nous ne serons pas étonnés de voir que le peuple de Paris n'ait pas franchi d'un seul bond l'espace qui sépare la Commune anarchiste du gouvernement des pillards. Mais sachons aussi que la prochaine révolution qui, en France et certainement aussi en Espagne, sera communaliste, reprendra l'œuvre de la Commune de Paris là, où l'ont arretée les assassinats des Versaillais.

—

La Commune succomba, et la bourgeoisie se vengea, nous savons comment, de la peur que le peuple lui avait fait en secouant le joug de ses gouvernants. Elle prouva qu'il y a réellement deux classes dans la société moderne: d'une part, l'homme qui travaille, qui donne au bourgeois plus de la moitié de ce qu'il produit, et qui cependant passe trop facilement sur les crimes de ses maîtres; d'autre part, le fainéant, le repu, animé des instincts de la bête fauve, haïssant son esclave, prêt à le massacrer comme un gibier.

Après avoir enfermé le peuple de Paris et bouché toutes les issues, ils lancèrent les soldats abrutis par la caserne et le vin et leur dirent, en pleine Assemblée: « *Tuez ces loups, ces louves et ces louveteaux!* » Et au peuple, ils dirent:

—«Quoi que tu fasses, tu va périr! Si l'on te prend les armes à la main, — *la mort!* Si tu déposes les armes, — *la mort!* Si tu frappes,— *la mort!* Si tu implores,—*la mort!* De quelque côté que tu tournes les yeux: à droite, à gauche, devant, derrière, en haut,en bas, — *la mort!* Tu es non-seulement hors de la loi, mais hors de l'humanité. Ni l'âge,ni le sexe, ne sauraient te sauver, ni toi, ni les tiens. Tu vas mourir, mais avant tu savoureras l'agonie de ta femme, de ta sœur, de ta mère, de tes filles, de tes fils, même au berceau! On ira, sous tes yeux, prendre le blessé dans l'ambulance pour le hacher à coups de sabre-baïonnette, pour l'assommer à coup de crosse de fusil. On le tirera, vivant, par sa jambe brisée, ou son bras saignant, et on le jettera dans le ruisseau, comme un paquet d'ordures qui hurle et qui souffre.

«*La mort! La mort! La mort!*» *)

Et puis, après l'orgie effrénée sur les tas de cadavres, après l'extermination en masse, la vengeance mesquine et pourtant atroce qui dure encore, le martinet, les poucettes, les fers à fond de cale, les coups de fouet et la trique des argousins, les insultes, la faim, tous les raffinements de la cruauté!

Le peuple oubliera-t-il ces hautes-œuvres?

. . . . . .

«Terrassée, mais non vaincue», la Commune renait aujourd'hui. Ce n'est plus seulement un rêve de vaincus caressant dans leur imagination un beau mirage d'espérance, non! «la Commune» devient aujourd'hui le but précis et visible de la Révolution qui gronde déjà près de nous. L'idée pénètre les masses, elle leur donne un drapeau, et nous comptons fermement sur la présente génération pour accomplir LA RÉVOLUTION SOCIALE DANS LA COMMUNE, pour venir mettre fin à l'ignoble exploitation bourgeoise, débarasser les peuples de la tutelle de l'Etat, inaugurer dans l'évolution de l'espèce humaine une nouvelle ère de liberté, d'égalité, et de solidarité.

MOUVEMENT SOCIAL

—

France

—

On nous écrit de PARIS, en date du 16 mars:

Il y a quinze jours, le *Révolté* se demandait si le gouvernement français allait livrer Hartmann aux bourreaux du czar.

*) Nous empruntons ces lignes à l'„Histoire Populaire et Parlementaire de la Commune de Paris“ par ARTHUR ARNOULD, ouvrage que nous nous faisons un plaisir de rappeler à l'attention de nos lecteurs.

Vos lecteurs savent déjà que cette horrible chose n'a pas eu lieu.

L'opinion publique l'a emporté sur les désirs secrets du gouvernement; l'activité des amis d'Hartmann l'a emporté sur les intrigues de M. Orloff.

Les premiers jours, nous étions dans la crainte de voir Hartmann livré à ce représentant du despotisme impérial; mais le peuple de Paris, mais le dévouement de la presse libre, mais la petite bourgeoisie qui commence à ouvrir les yeux sur la valeur de son gouvernement, ont sauvé la situation; aussi, Hartmann est-il rendu à ses amis, rendu à la cause qu'il défend.

Qui donc a produit ce miracle? Comment s'est-il fait que la question d'humanité a primé celle de la « haute diplomatie »?

Ah! c'est qu'à Paris il y a un monsieur qui a plus d'esprit que le gouvernement; un monsieur insaisissable qui a le cœur généreux et qui sait oublier tout lorsqu'il sagit d'une question d'humanité.

Ce fier monsieur s'appelle *tout le monde!* Héritier direct de la Révolution, pouvait-il extrader Hartmann? Non, il ne le pouvait pas; car, malgré tout, ce grand monde qui fourmille dans ce grand Paris, revient toujours à l'idée de la justice, à l'idée de la Révolution, comme l'amant égaré pour un instant revient à sa bien-aimée.

Pendant que dans les bureaux des ministères on tramait la trahison de la France révolutionnaire, sur les boulevards, dans les foyers du théâtre, dans les amphithéâtres et à l'atelier, partout où va *tout le monde*, partout où le *Parisien* sent le coude d'un camarade. on protestait contre la possibilité même d'un acte odieux.

Le gouvernement est vaincu!

Hartmann est libre!

Puisque je tiens encore la plume, permettez-moi de vous donner une autre bonne nouvelle.

Nos amis, revenus avec la *Loire*, sont arrivés, animés par les sentiments qui les guidaient vers la barricade.

J'ai eu encore la chance d'assister à un petit banquet d'amis. On y fêtait le retour de trois braves communards de Marseille.

Un vieillard, au teint bruni par le soleil du midi, une chevelure épaisse, mais blanche comme la neige, et qui contraste admirablement avec ces yeux vifs qu'on rencontre souvent à Marseille, animait la compagnie d'amis, tous communards de la veille, ayant fait leurs preuves. Il nous faisait entendre tantôt une chanson aussi gaie qu'intelligente, tantôt une de ces paroles viriles qui vous font espérer.

Après *neuf* ans de Nouvelle Calédonie, ce vieux soldat de la Révolution rentre *tout prêt à refaire* ce qu'il a fait avec tant de dévouement.

Les communards ne sont pas morts, et la Commune tiendra, pourvu que les jeunes viennent se grouper autour des vieillards comme celui dont je vous parle et que je ne veux pas nommer, vous comprenez bien pourquoi.

Les camarades se sont séparés, ayant pris la décision de se réunir pour célébrer l'anniversaire de la date mémorable du 18 mars et ils se réuniront ensuite tous les mois. — J.

Angleterre

—

Le parlement anglais vient d'être dissout. Le fait en lui-même n'a aucune importance, puisque le peuple ne gagnera certainement rien s'il a pour gouvernants une cinquantaine de libéraux de plus ou de moins; mais, à en juger d'après les révélations du premier ministre Beaconsfield, il y a lieu de croire que la dissolution est faite pour avoir un parlement plus docile aux intentions belliqueuses du ministère actuel. Cette dissolution serait donc le précurseur d'une nouvelle guerre européenne.

Il y a encore trop peu de misère, aux yeux de ces messieurs! Ils voudraient que le peuple crève complétement de faim et que la marchandise humaine se vende pour rien, pendant qu'eux ils iront piller les peuplades de l'Asie et se faire en Afghanistan ou ailleurs des fortunes de Nababs!

Il est bien temps de reconstituer l'Internationale et de mettre fin, une fois pour toutes, à ce gaspillage effronté des vies humaines et des fruits de nos labeurs, bien temps de proclamer la déchéance de la bourgeoisie!

Irlande

—

Pendant que les membres du Parlement perdent leur temps à discuter à perte de vue des réformes qui certainement ne seront jamais réalisées parce que les détenteurs actuels du sol ne consentiront à aucune mesure qui puisse les priver de leurs rentes de millionnaires; pendant que Parnell prononce de beaux discours aux Etats Unis et se borne à récolter pour la révolution irlandaise quelques misérables sommes,—le peuple continue au jour le jour sa lutte avec les seigneurs et étend de jour en jour l'agitation agraire.

Cette lutte, il est vrai, n'a rien de brillant, d'éblouissant. C'est dans les sombres granges, dans les forêts noires, sous le manteau des brouillards qui planent sur les plaines marécageuses, que se rassemblent ces conspirateurs, des paysans au bras rude, avares de paroles, mais fermes de caractère; c'est à la tombée de la nuit, à la lueur d'une torche, sans discours brillants, que se combinent ces complots qui, certes, n'auront pas le retentissement des luttes politiques, qui se sauront à peine par les journaux, mais qui préparent néanmoins le 1793 irlandais plus efficacement que toute la tactique et tous les discours parlementaires. Le peuple se transmet de bouche à bouche toutes les phases de cette lutte, les caractères se trempent, la lutte s'aigrit, et le jour du soulèvement général approche.

Tantôt les paysans bastonnent leur propriétaire, si bien qu'il en meurt deux jours après; tantôt ils assomment tel autre propriétaire détesté; tantôt ils pénètrent, les faces noircies, chez un fermier voisin, en apportant un cercueil dans lequel ils le couchent et le font prêter serment qu'il renoncera à son intention de louer telle ferme dont le tenancier vient d'être chassé par le propriétaire. Ou bien, un groupe de 200 paysans vient, pendant la nuit, remuer tous les champs couverts de blé, d'un gros fermier qui profite de l'expulsion des petits fermiers pour louer à bas prix leurs fermes, et ils arrangent ces champs si bien qu'il ne récoltera plus un seul épi de froment,... mais on n'en finirait pas si l'on voulait énumérer tous les petits faits de ce genre qui journellement se produisent en Irlande.

En même temps l'animosité de la lutte s'accentue. La police est maintenant constamment reçue à coup de pierre par des attroupements de 200 à 300 personnes, souvent par les femmes, dès qu'elle se présente quelque part pour expulser des fermiers qui ne paient pas, ou pour faire des arrestations. Quant aux propriétaires et à leurs agents, ils n'osent plus sortir qu'accompagnés de policemen l'arme chargée au bras. Presque tous font camper la police à côté de leurs maisons.

Dans le comté de Tipperary, une foule affamée est venue demander aux officiers municipaux des secours, en disant qu'en cas de refus, elle irait piller le comté. Comme les secours commencent à faire défaut, il faut croire que la menace sera bientôt mise en exécution.

Allemagne

—

Nos lecteurs savent déjà qu'après la promulgation de la loi contre les socialistes, une scission se produisit dans le parti de la démocratie sociale. Une fraction du parti ayant compris de suite qu'il n'y avait plus rien à attendre de la voie légale si longtemps prônée, entra résolument dans la voie du socialisme-révolutionnaire, et Most, qui peut être considéré comme le représentant de cette fraction, émigra à

Londres. Il y fonda un journal hebdomadaire, la *Freiheit*, qui leva franchement le drapeau de la révolution, et ce journal, qui existe déjà depuis plus d'un an, trouva bon nombre d'adhérents en Allemagne.

Par contre, le gros du parti, représenté par Liebknecht, Bebel, Fritsche et Bracke, prit une autre attitude. Il arriva à la résolution de subir la nouvelle loi, de faire preuve de soumission vis-à-vis du gouvernement, espérant peut-être que la loi serait bientôt abrogée, si le parti faisait preuve de ce qu'on appelle « tact politique, » et qu'alors il pourrait de nouveau reprendre la voie légale et parlementaire qu'il avait suivie jusqu'alors.

C'est pourquoi l'apparition même d'un organe à l'étranger, et surtout d'un organe dont la violence de langage dépassait de beaucoup tout ce qu'une oreille allemande était habituée à entendre, fut considérée par cette fraction comme un acte compromettant, comme une rebellion aux décisions prises par les membres influents de la fraction la plus nombreuse du parti.

Pendant un certain temps, cette fraction chercha à se maintenir sous forme d'associations diverses et s'essaya à faire paraître en Allemagne des feuilles populaires anodines, plutôt pour soutenir les liens entre les démocrates-socialistes et pour donner de l'ouvrage aux imprimeries du parti, que pour faire de la propagande utile. Mais Bismarck n'y allait pas de main morte. S'étant posé franchement pour but de détruire toute activité extérieure de la démocratie sociale, il supprimait sans pitié toutes les associations ouvrières si anodines qu'elles fussent, toutes les feuilles populaires, et mettait fin à chaque tentative du parti de se reconstituer, de s'organiser, sous un prétexte quelconque. La chronique des persécutions, des tracasseries et de l'arbitraire policiers dirigés depuis deux ans contre la démocratie sociale, pourraient figurer très-bien à côté des persécutions faites, il y a trois ou quatre ans, en Russie.

Alors, toute activité légale devenant absolu-impossible, deux tendances se produisirent au sein de la fraction modérée du parti: les uns inclinaient encore vers une alliance avec les partis radicaux bourgeois, tandis que la majorité commença à se prononcer pour une action plus vigoureuse et, après avoir condamné pendant un certain temps la littérature publiée à l'étranger, cette fraction se vit enfin forcée, elle aussi, de faire son premier pas dans la voie illégale, en créant un organe du parti en Suisse, à Zurich.

Nous n'entretiendrons pas nos lecteurs de la polémique qui s'engagea bientôt entre le *Sozialdemokrat* et la *Freiheit*. Ceux qui connaissent la manière dont la polémique fut menée par les journalistes de la démocratie sociale contre les anarchistes, connaissent assez ce genre abject de littérature; il suffit de dire que toutes les épithètes: de lâches, de traitres, de vauriens, etc., etc., qui pullulent dans le dictionnaire de la presse allemande, ainsi que toutes les insinuations furent amplement usées dans cette polémique, sans autre résultat, d'ailleurs, que celui de dégoûter les ouvriers de cette guerre de personnalités.

Bismarck continuait cependant ses persécutions et, soutenu par un parlement docile, il gagnait toujours de l'audace. Quant aux partis radicaux bourgeois, il devenait de plus en plus évident que les travailleurs n'ont rien à espérer de ce côté. Il fut ainsi facile à prévoir que la loi provisoire contre les socialistes, lorsqu'elle serait de nouveau soumise au parlement, serait maintenue jusqu'en 1886, ainsi que le petit état de siége à Berlin. D'après l'attitude des divers partis au parlement, il devenait évident que cette loi serait votée à une grande majorité, et qu'il fallait ainsi abandonner tout espoir de la voir abrogée.

Ceci finit d'ouvrir les yeux à la fraction modérée du parti démocrate-socialiste, qui, maintenant, à ce qu'il parait, se propose d'inaugurer la voie franchement révolutionnaire. Ainsi, dans le *Sozialdemokrat* (n° 9, 29 février), un appel officiel sous ce titre: *Aux membres du parti en Allemagne*, suivi dans les numéros 10 et 11 de deux articles: *Que faire?* rompt enfin définitivement avec la « tactique légale, » et invite les membres du parti à se préparer à l'agitation révolutionnaire.

« Nous ne devons plus, — dit cet appel, — comme nous l'avions fait de suite après la proclamation de la loi anti-socialiste, nous borner simplement au maintien des relations existantes; nous devons donner une activité plus grande à notre agitation, transformée selon les besoins de la situation, et destinée à révolutionner l'esprit du peuple et amener une transformation fondamentale de « l'ordre » gouvernemental et social; nous devons la faire pénétrer de plus en plus dans le peuple, attirer toujours de nouvelles couches;... nous devons adapter notre organisation aux circonstances, et la transformer, d'appropriée qu'elle fut aux temps de paix, en une organisation de guerre, conforme aux circonstances actuelles et à celles qui vont venir...

« L'arbitraire qui règne aujourd'hui impose à la démocratie sociale le choix du chemin à prendre; il coupe court à toute discussion à ce sujet; il donnera sa forme à la prochaine révolution...

« Quant à l'organisation du parti, ce n'est pas ici que nous pouvons en parler; l'entente doit s'établir par l'intermédiaire d'adresses sûres. »

Recommandant ainsi l'organisation secrète, l'appel recommande aussi les proclamations, les « feuilles incendiaires», propagées, affichées et semées par dizaines et centaines de mille, et par tous les moyens possibles, dans les ateliers, les maisons, les rues.

Enfin, dans les articles *Que faire?* l'auteur prouve toute l'impossibilité pour le parti d'avoir une majorité ou même une minorité imposante au parlement, et dit:

« Il nous reste encore une autre voie pour réaliser nos tendances si nécessaires à l'humanité: la voie de la révolution *violente*. C'est la voie que l'histoire a toujours suivie jusqu'à présent, lorsqu'elle a réalisé un progrès sérieux... Ce furent rarement les majorités qui firent les révolutions, ce furent, pour la plupart, des minorités énergiques qui eurent raison des majorités indolentes. Et il n'y a nul besoin d'être en majorité pour avoir le droit à la révolution. Il suffit qu'un parti soit brutalement opprimé pour que la révolution devienne « son premier droit, son droit le plus sacré. »

Nous ne pouvons que nous réjouir en voyant le parti modéré de la démocratie sociale tenir un pareil langage: les mots ne tarderont certainement pas à se traduire par des actes, et lorsqu'on entre dans cette voie, on sait où l'on commence, mais on ne sait jamais où on finira. Ce n'est que le premier pas qui coûte. Les illusions, une fois mises de côté et le premier pas fait, le peuple allemand ne se laissera certainement pas arrêter dans la voie révolutionnaire.

Russie

Le nouveau dictateur a commencé son règne par une exécution sommaire. En 48 heures, Mladetsky fut jugé, condamné, exécuté. Cette « ère nouvelle de libéralisme » que nous prédisait la presse, toujours prête à se prosterner devant chaque gouvernement, se réduit donc à ceci: désormais, au lieu de savourer votre agonie avant de vous pendre, on vous pendra sur le champ; le fameux « nouveau système » ne sera donc qu'une application à la vapeur du système de terrorisation qui a fonctionné jusqu'aujourd'hui.

Mais, tant que la jeune Russie aura des hommes de la trempe de Mladetsky, le parti révolutionnaire ne se laissera certainement pas terroriser et ne mettra pas bas les armes.

Traîné devant un Conseil de guerre, Mladetsky a refusé nettement de prendre aucune part à cette ignoble comédie que l'hypocrite tradition monte encore chaque fois qu'elle veut une victime. Il a refusé de se tenir debout devant le tribunal, il a réfusé de répondre quoi que ce soit à ses bourreaux déguisés en juges. Il leur a dit: «faites votre comédie, je ne m'humilierai pas jusqu'au rôle de complice». Et ce n'est que lorsque le Conseil de guerre eût déjà prononcé son arrêt de mort, qu'il fit une déclaration pour affirmer ses principes.

Interné à Minsk après avoir précédemment pris part à la propagande socialiste, il s'évada dès qu'il entendit dire que quelque chose se préparait à Pétersbourg pour l'anniversaire du 2 mars. Arrivé dans la capitale, il fut immédiatement arrêté, mais on le relâcha deux jours après, ses papiers étant en règle. Ayant appris la nomination d'un dictateur, il résolut de le tuer, puisque le dictateur est toujours l'incarnation du même système de persécutions contre toute idée de rénovation. Il le chercha dans la ville durant toute la journée du 2 mars, mais ne parvint pas à l'approcher. Alors, le lendemain, il l'attendit près de la porte de sa maison et lui tira un coup de revolver. La balle perça les habits, mais ne traversa pas la cote de maille.

Certainement, Mladetsky a dû dire encore autre chose, mais les correspondants officieux se sont bien gardés de reproduire sa déclaration en entier, et il n'y avait dans la salle du tribunal qu'un public trié.

Le lendemain, Mladetsky fut exécuté, à 11 heures, sur une vaste place peu éloignée du centre de la ville.

Il fut amené sur la place dans un char, garotté, lié à des barres de fer. Petit de taille, brun, avec une fine moustache, il était pâle, mais portait la tête haute et montrait une physionomie ferme et railleuse. Pendant qu'on le détachait du char et l'attachait au pilori, pour relire l'arrêt avant l'exécution, il cherchait à haranguer la foule; mais sa voix était couverte par le roulement des tambours. Alors, il saluait la foule et montrait en souriant l'écriteau qu'on lui avait mis sur la poitrine et qui disait «Criminel d'Etat»!

Puis, quatre bourreaux le saisirent, le mirent dans un sac de toile, comme un chien galeux, lui passèrent la corde au cou et le lancèrent dans l'espace.

Son agonie dura très longtemps. Un témoin oculaire nous dit que pendant quatorze minutes son corps tressaillait encore. Puis, on le détacha...

Alors, une scène des plus hideuses se produisit. On se dirait être chez des cannibales. La jeunesse dorée, les cocodesses, se jetèrent vers le bourreau pour lui acheter des morceaux de la corde au bout de laquelle Mladetsky venait d'expirer... D'après les conceptions de ces cannibales, un bout de la corde d'un pendu porte bonheur au jeu! Et voilà que petits crevés et tripoteurs-boursiers se précipitent vers le bourreau pour lui en acheter!... Tous les journaux de la presse bourgeoise russe racontent cette scène révoltante... Le bourreau vend sa corde au détail, raccourcit les bouts qu'il coupe, hausse les prix, et réalise ainsi mille francs en échange de sa précieuse marchandise.

Quelle hideuse canaille, que ces « honnêtes gens!»

La terreur blanche à Pétersbourg prend des dimensions effroyables. La ville est en plein état de siége. Personne n'ose sortir de sa maison à la tombée de la nuit; après 5 heures, les portiers ne laissent entrer que ceux qu'ils connaissent personnellement. Les arrestations se font en masse.

Le désarroi dans l'administration est complet. Les autorités se brouillent entr'elles et les intrigues dans l'entourage du tsar rappellent parfaitement les derniers temps avant la chute des empires despotiques de l'Asie.

C'est une décomposition complète du cadavre absolutiste.

Pologne

—

Nous empruntons au *Bulletin de la Rownosc* les renseignements suivants:

Dans quelques jours un nouveau procès va se produire. Le jury de la ville de Cracovie (partie autrichienne de la Pologne) va être appelé à prononcer son verdict sur 34 accusés, ayant participé à l'affaire de Louis Warynski. Toute chose porte son étiquette; le nom de notre camarade Warynski, égal parmi les égaux, a servi, on ne saurait dire pourquoi, d'étiquette à l'affaire „socialiste" qui se déroule dans ce moment devant les tribunaux de l'Autriche constitutionnelle.

Après le procès de Lwow (1878), auquel deux socialistes polonais furent attirés, celui de Cracovie est sans doute le premier procès polonais, où les 34 accusés seront reconnus, non pour des hommes politiques, mais pour des socialistes.....

L'acte d'accusation que nous tenons sous la main, gros de quarante feuilles d'écriture, communique les faits suivants.

La propagande a été inaugurée en Galicie par la jeunesse des écoles. Perquisitions et arrestations furent faites à Cracovie et à Vienne. Monsieur le procureur, tenant à caractériser plus ou moins la propagande d'idées qu'il est appelé à persécuter, cite entre autre quelques fragments de programmes que les gendarmes pouvaient avoir saisi pendant les visites domiciliaires et les arrestations.

L'un des programmes déclare que „ le travail salarié doit être remplacé par le travail collectif des coopérations ouvrières; que les instruments de travail doivent former propriété collective; que la distribution des résultats du travail collectif doit se faire d'après les résolutions de diverses associations de producteurs ".

Un autre programme nous parle d'une „ fédération polonaise de groupes socialistes-révolutionnaires ".

Ce n'est qu'après avoir entendu la voix des accusés eux-mêmes que nous pourrons nous faire une idée nette et précise sur les personnes que le gouvernement d'Autriche vient d'avoir mis sur les bancs des accusés. Pour l'instant nous nous bornerons à dire que suivant les affirmations formelles du procureur, les principes professés par les 34 accusés se résument par les trois points suivants: a) les instruments de travail doivent former propriété collective appartenant à tous les producteurs; b) chaque producteur aura le droit à une part de son produit, qui sera déterminée par toute l'association; c) égalité complète de tous les producteurs sans distinction de sexe ni de races....

Suisse

—

Percement du Gothard.

La bourgeoisie fête le percement du Gothard; les gouvernements s'envoient mutuellement des télégrammes de félicitation, les ingénieurs banquètent et se décorent de médailles commémoratives, mais cette fête n'est pas la nôtre.

Certes, le percement des Alpes et l'établissement de relations directes entre la Suisse et l'Italie, sont une grande conquête de la civilisation moderne. C'est un nouveau lien entre deux pays séparés par la nature; et, dans une société meilleure, le percement de la muraille qui sépare deux pays, eût été une grande fête pour les peuples...

Mais aujourd'hui, le Gothard percé par des esclaves de la faim, enregimentés et menés par des ingénieurs qui faisaient fi de la vie humaine, parce qu'ils savaient que pour remplacer un tué ou un mort, viendraient cent autres affamés, — dans la civilisation bourgeoise actuelle, le Gothard est une honte pour l'humanité.

Nous voudrions savoir, non pas combien de millions furent réalisés par les actionnaires le jour du percement, mais combien de cadavres ouvriers a coûté ce tunnel! Soignant leurs bêtes de somme mieux que les hommes, combien en ont massacré les ingénieurs par leurs explosions faites avec la nonchalance la plus exécrable? Combien le gouvernement fédéral suisse en a-t-il fusillé à Gœschenen pour maintenir l'exploitation? Combien en sont morts de maladies? de cette maladie spéciale, l'ankylostoma ou plutôt la Gothardine, dont la *Gazzeta Piemontese* dit ce qui suit:

Les gens qui en sont atteints, ont un aspect misérable; leur visage prend une couleur jaunâtre, la peau est humide, les traits de la figure sont étirés, les yeux à demi éteints, les lèvres décolorées; leur démarche trahit la grande difficulté qu'ils éprouvent à maintenir leur corps en équilibre sur leur jambes. S'ils mangent avec quelque abondance ils ne peuvent digérer, et pour peu qu'ils boivent du vin, ils le rejettent aussitôt. Quelque vigoureux que soit un homme, sa santé est compromise lorsqu'il a travaillé dans le tunnel plus de trois à quatre mois, il est condamné au bout d'un an: 70 à 80 0|0 des ouvriers seraient atteints en moyenne de cette maladie et 95 0|0 parmi ceux qui ont fait ce travail durant un an au plus." Les professeurs Calderini de Parme, Bozzolo et Pagliani, de Turin, qui ont étudié sur place la maladie, ont constaté à Airolo que la maladie en question existe exclusivement chez les gens occupés dans le tunnel. Les conditions atmosphériques dans lesquelles s'effectue le travail dans le fond des galeries, ont dû constituer un milieu spécialement propre à créer une prédisposition à la contagion, et celle-ci s'est répandue par le défaut de propreté à l'intérieur du tunnel qui a entraîné le mélange des vers avec l'eau bue dans les galeries.

Cette maladie, et tant d'autres, qui font leurs ravages au sein des ouvriers du tunnel, furent-elles inévitables? — Point du tout. C'est en faisant travailler les ouvriers onze heures par jour, dont huit dans le tunnel mal aéré, et ceci pour un salaire dérisoire qui ne permet pas de se nourrir suffisamment; c'est en réduisant l'aération du tunnel au strict nécessaire, et ne donnant que juste ce qu'il faut d'air pour que l'ouvrier ne soit pas suffoqué; c'est en laissant s'accumuler dans le tunnel toutes les saletés datant de plusieurs années; c'est en économisant sur les pompes, etc. que les ingénieurs ont *fait* cette maladie, parce que plus d'air et de propreté et un travail moins assommant auraient certes empiété sur les revenus des actionnaires, mais auraient aussi sauvé la vie et la santé de milliers d'hommes. Mais non, ils ont préféré massacrer la chair-à-tunnel comme ils massacrent la chair-à-canon.

Et maintenant, ils banquètent au prix des cadavres ouvriers!...

Maudite soit cette civilisation! Nous n'en voulons pas et nous la détruirons, dès que nous en aurons la force, pour créer notre civilisation à nous, la civilisation humanitaire, la civilisation de l'Egalité!

—

On nous écrit de Neuchatel:

Une scène touchante se passait le soir du 1er mars au local du *Cercle National*, à Neuchâtel. Il y avait banquet, On célébrait le 32e anniversaire de la proclamation de la République démocratique et anti-sociale. Il s'agissait, en outre, de profiter de la circonstance pour chauffer les électeurs refroidis ou indécis en vue des très-prochaines élections du Grand-Conseil: la lutte du désespoir contre le parti conservateur qui menace d'envahir toutes les dents du râtelier de l'Etat, allant s'engager!... Jugez si les radicaux, affamés et anxieux, jouent gros jeu et comprennent la gravité du cas!

Déjà les vins avaient coulé longtemps. La République digérait des masses de mets savoureux et de nectars ruisselants. — Ce fut alors qu'un certain négociant, bourgeois fourvoyé qui s'était cru socialiste le jour où il signa, à côté des proscrits, la protestation contre la conduite du préfet de Neuchâtel, à l'enterrement du citoyen Beslay, un négociant disons-nous, plein d'amour et de sollicitude pour la cause sacro-sainte du radicalisme bourgeois, proposa, d'une voix émue et pénétrante, qui fit, au haut des nues, tressaillir Démosthène, Vergniaud et Danton,... proposa donc, dans un langage stylé à la manière noire, une réconciliation universelle entre les fractions disjointes du grrrand parti républicain neuchâtelois, savoir les radicaux-tulipes (ou *nationalards*), et les radicaux-jonquilles (ou *peuplards*).

Notez que les jonquilles banquetaient non loin du local où s'épanouissaient les tulipes. Il y eut donc, à la suite de la proposition députations, ambassades, pourparlers, conférences, puis embrassement général. La paix est faite. Les adversaires d'hier fument ensemble aujourd'hui le calumet de l'amitié et échangent les toasts de la sympathie!

Mais ces luttes politiques cantonales nous laissent indifférents, puisqu'elles ne concernent que les intérêts des jouisseurs. Laissons-les s'user et s'épuiser. Il nous a suffi de relever ici le fait.

Genève.—Jeudi passé, le 11, le comp. Adhémar Schwitzguébel de Sonvillier est venu à Genève donner à la Salle de l'Institut une conférence sur « La Classe ouvrière et la Civilisation moderne ». La salle était comble.

Le conférencier a retracé dans une esquisse concise et nette le développement du régime de production depuis l'esclavage antique jusqu'au servage du moyen âge, et depuis le servage jusqu'au salariat moderne, et il a démontré qu'aucune de ces formes, pas plus le salariat actuel que l'esclavage des peuples de l'antiquité, ne pouvait garantir, ni le bien-être de la société, ni le développement nécessaire des facultés humaines.

De tout temps, le peuple a cherché à secouer le joug que lui imposait une minorité parvenue à s'emparer des moyens de production: sol, instruments de travail et capitaux. Schwitzguébel rappelle les guerres des esclaves, les insurrections de paysans qui se suivent à travers toute l'histoire, les insurrections des Communes au XIIe et XIIIe siècle et il s'arrête plus longuement sur la Grande révolution française, pour montrer que cette révolution, tout en affranchissant du joug seigneurial une partie des paysans et tout en abolissant les différences de classe entre la bourgeoisie et la noblesse de titre, laisse cependant la grande masse du prolétariat dans la même situation,—situation qui depuis, grâce au développement de la grande industrie, va toujours en s'aggravant.

Déjà au XVIIIe siècle, lors de la grande Révolution, les aspirations égalitaires du prolétariat se manifestent et se traduisent par des faits comme le « Cercle Social » de Fauchet, la Conspiration des Egaux, etc. Mais c'est surtout dans le courant du XIXe siècle qu'elles se développent de plus en plus. Schwitzguébel retrace à grands traits la propagande ardue des idées socialistes qui se faisait dans le courant des années 1830 à 1848, et qui aboutit à la révolution de juin, noyée dans le sang.

En 1864, ce mouvement renaît avec une nouvelle force et se manifeste par la formation de l'Association Internationale des Travailleurs. Celle-ci, réalisant l'union entre la grande masse ouvrière et les penseurs socialistes, donne une forme éminemment pratique aux revendications du prolétariat. Ce grand mouvement d'idées, interrompu par la guerre franco-allemande, aboutit en France à la Commune, qui donne au mouvement socialiste une nouvelle expression concrète. Désormais, c'est dans la Commune libre que les travailleurs chercheront à réaliser leurs aspirations.

Enfin Schwitzguébel montre quel essort le mouvement socialiste prend aujourd'hui dans tous les pays, et surtout en France, et prouve que ce nouveau développement doit aboutir nécessairement à une modification profonde du régime de la propriété par la voie de la révolution.

Il conclut en exposant nettement le programme socialiste: abolition de la propriété individuelle et prise de possession de tous les instruments de travail et capitaux par ceux même qui les emploient; libre fédération des groupes producteurs et consommateurs dans la Commune libre, et fédération des Communes.

Des aplaudissements nourris pruvent que les idées du conférencier sont en complète communauté avec celle de l'auditoire. En somme, excellente soirée qui porte déjà ses fruits.

La réunion publique organisée par la Section de Propagande à la brasserie Schiess, pour fêter l'anniversaire du 18 Mars, a été nombreuse et très animée. Les cit. Delorme, Levachoff, Pieron, la citoyenne Menck, Joukovsky, Becker et Gaillard ont successivement pris la parole pour faire ressortir l'importance de cet anniversaire si cher aux prolétaires de tous les pays.

Un télégramme de fraternité fut adressé aux socialistes-révolutionnaires de Paris, réunis à cette même heure à la salle d'Arras.

La réunion fut terminée per des chants révolutionnaires.

Genève. — Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.